

ADMINISTRATION :  
**Imprimerie F. RUEDI**  
 Lausanne  
 3, Jumelles — Tél. 12-44

ABONNEMENTS :  
 Suisse, 4 fr. par an; autres  
 pays, 6 fr. par an.  
 10 centimes le numéro.

# La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité  
 et pour l'organisation de son progrès »

Les membres de la Ligue pour la défense de l'Humanité fixent de leur propre gré le montant de leur cotisation.

Compte de chèques postaux : III. 496.

Envoi gratuit des statuts de la Ligue et de numéros spécimens de tous ses organes. S'adresser au secrétariat, Lausanne, 3 Jumelles.

Comité suisse de la Ligue : D<sup>r</sup> Aug. FOREL ; Albert LOCHER, G. MÜLLER, conseillers nationaux ; A. SUTER, président du Conseil communal de Lausanne ; D<sup>r</sup> TSCHUMI, président du gouvernement bernois ; D<sup>r</sup> MOSER, conseiller d'Etat, Berne ; D<sup>r</sup> R. BRODA ; A. SESSLER (Berne), D<sup>r</sup> A. HUBER (Bâle), anc. présidents de tribunaux ; D<sup>r</sup> A. de QUERVAIN, professeur à l'Université de Zurich ; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne ; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix ; E. PEYTRÉQUIN, président du conseil d'administration du journal « La Libre Pensée internationale » ; H. HODLER, directeur du journal « Esperanto », Genève, etc.

Comité de patronage international : Jean LONGUET, député de la Seine ; Lucien LE FOYER, anc. député de la Seine ; Gustave HUBBARD, anc. député de Seine-et-Oise ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ; Lino FERRIANI, procureur-général honoraire, Côme ; W. FÖRSTER, président du Bureau international des poids et mesures ; Dr. N. af URSIN, anc. vice-président de la Diète finlandaise ; Sir Robert STOUT, anc. premier ministre de la Nouvelle-Zélande, etc.

Président de la Ligue : D<sup>r</sup> R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».

Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

## Propos de guerre

Genève, 30 décembre 1916.

Les propositions de paix. — Pourquoi les Alliés repoussent la paix immédiate. — Possibilités d'avenir.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons pas encore le texte de la réponse des gouvernements de l'Entente aux propositions de paix des empires centraux et aux suggestions du président Wilson. Si l'on en croit les déclarations qui ont été faites à ce sujet dans le sein des différents Parlements alliés et surtout si l'on consulte la presse des pays intéressés, les chances de voir les ouvertures de paix favorablement accueillies par l'Entente sont à peu près nulles<sup>1)</sup>. Ce n'est pas à dire que les gouvernements se montreront aussi intransigeants dans la forme que leurs organes officieux. Leur principal souci doit être actuellement de trouver quelque habile formule, quelque texte équivoque qui dégage le plus possible leur responsabilité, en vérité effrayante, et qui, tout en étant une fin de non-recevoir pour le présent, laisse cependant entrevoir la possibilité d'un accueil meilleur dans un avenir plus ou moins rapproché. Les puissances centrales ayant commis la maladresse de soulever le problème des responsabilités initiales qu'elles tranchent naturellement en leur faveur, il est à prévoir que les Etats adverses ne manqueront pas, une fois de plus, de rétablir les faits et de répéter les accusations qu'ils ont déjà tant de fois formulées. Placée sur le terrain mouvant des responsabilités immédiates, la discussion ne saurait aboutir qu'à élargir le fossé qui sépare les deux camps. N'espérons rien tant que le souci de l'avenir ne domine pas entièrement les récriminations issues des fautes et des crimes du passé.

\*\*\*

Ce serait une banalité, à l'heure actuelle, d'affirmer que la plupart des hommes, dans les deux camps belligérants, désirent ardemment la paix. Sans doute, il y a une petite minorité d'individus, d'ailleurs influents, que la guerre enrichit et qui, logiquement, doivent être portés à souhaiter qu'elle s'éternise, ignoble ploutocratie qui, après la guerre, se montrera probablement d'une arrogance sans pareille, oubliant que sa fortune émerge d'une mer de sang et de boue. Il y a aussi bon nombre d'inconscients qui passent à côté de la guerre, sans se faire nul souci des souffrances et des misères qu'elle engendre et à qui il est indifférent qu'elle se prolonge encore trois ou quatre ans pourvu qu'ils puissent boire et manger et ne rien changer à leurs habitudes. Mais cette espèce tend à diminuer par suite des difficultés économiques qui rendent la vie de moins en moins agréable. En-

<sup>1)</sup> Ces prévisions se trouvent confirmées par le texte de la note parue entre temps.

Note de la rédaction.

fin, il y a presque tous ceux qui ont beaucoup souffert de la perte d'êtres chers, ceux que la guerre a frappés dans l'âme, pour lesquels la vie n'a plus de sens, et qui, désormais, en raison de cette loi qui nous fait trouver notre malheur plus supportable s'il est partagé, tendent inconsciemment, moins par haine que par pessimisme, à désirer la prolongation indéfinie des hostilités.

Mais si ces personnes ne font rien pour arrêter la guerre, elles ne font rien non plus pour empêcher nettement la paix, à l'exception peut-être de quelques gros capitalistes. Elles demeurent passives. Et, tout compte fait, elles ne représentent qu'une faible minorité en comparaison des masses qui souffrent de la guerre et ont un intérêt direct à ce qu'elle prenne fin au plus vite. Mais là encore, à part quelques trop rares éléments pacifistes et socialistes qui font œuvre d'agitation, les hommes restent passifs; ils désirent la paix, mais aucun effort ne vient donner corps à leur désir.

Lorsque nous parlons de paix, il importe d'ailleurs de faire une distinction entre les deux camps belligérants. Ici, on veut tout uniment la paix. Là, on veut bien aussi la paix, mais subordonnée à d'autres conditions.

Que les empires centraux désirent vivement la paix, il n'y a pas lieu de s'étonner. Jusqu'ici, malgré de grosses déceptions qui s'expliquent cependant si l'on considère le grand nombre d'adversaires auquel ils ont dû faire face, le sort des armes leur a été favorable. Ils occupent d'importants territoires ennemis. Sans doute, leurs peuples souffrent beaucoup de la guerre, mais ils ont le sentiment d'être vainqueurs et, selon les idées qui ont encore cours, ils en éprouvent une satisfaction qui, pour ne pas être matérielle, n'en existe pas moins. Les gouvernements comprennent qu'il serait peu prudent de continuer une lutte qui, par suite de la supériorité numérique de l'ennemi, risquerait de tourner finalement contre eux (quoique cela ne soit pas certain). Lorsqu'un joueur a gagné pendant une soirée, il éprouve, s'il a encore quelque bon sens, le besoin de s'en aller en emportant la forte somme. L'Allemagne ayant en mains des gages importants désirerait les faire valoir et s'assurer certains avantages tangibles et définitifs. Je considère comme vraisemblable que, malgré les protestations des éléments pangermanistes, les propositions de l'Allemagne, après les marchandages de foire auxquels nous ont habitués les diplomates, seraient en définitive très modérées, parce que l'empire serait nécessairement obligé, en cas de négociation, de tenir compte des forces virtuelles de l'adversaire. Le *statu quo ante* serait probablement rétabli en ce qui concerne la Belgique, la France et les colonies allemandes, la Pologne deviendrait indépendante, au moins nominativement, contre quelques compensations à la Russie, et la Serbie partiellement reconstituée, moyennant la cession aux puissances centrales d'une bande de

territoire permettant le contact direct avec la Bulgarie et l'Orient. Un des résultats directs de la guerre, bien que ne figurant pas dans le traité, serait la constitution, sous l'hégémonie de l'Allemagne, d'un bloc de l'Europe centrale, ayant également sous son contrôle la Turquie qui, nominativement, resterait indépendante.

J'ouvre ici une parenthèse. En ce qui me concerne, je préférerais infiniment une paix conclue sur cette base à la continuation de la guerre, d'autant plus qu'il est bien possible que nous soyons obligés d'en arriver à un compromis analogue dans un ou deux ans. Cette conclusion ne représente évidemment qu'un moindre mal, et nullement un idéal. Une paix de ce genre ne pourrait du reste être durable qu'à deux conditions: la première, c'est que les empires centraux adhèrent loyalement à une Union des Etats, conçue dans le sens des propositions pacifistes, et désarmement progressivement, dans la même proportion que les autres membres de l'Union. La seconde, corrélatrice à la première, c'est que l'Autriche-Hongrie soit réorganisée sur une base fédérative, permettant le libre développement de tous les peuples, ceux de souche slave ou roumaine aussi bien que ceux de souche germanique ou maggyare. Cela ne sera pas chose facile pour qui connaît le chauvinisme de ces différentes nations ou du moins de leurs élites, mais il est nécessaire de le tenter. Quant à la Turquie, mieux vaut pour elle et aussi pour la paix du monde qu'elle reste, au point de vue économique, sous la dépendance de l'Allemagne, plutôt que d'être partagée entre les puissances de l'Entente qui sont d'ailleurs abondamment pourvues. Il est plus intelligent de chercher en quelque sorte à canaliser l'impérialisme allemand que de s'obstiner à lui barrer le chemin au risque de provoquer un désastre. La puissance vitale de l'Allemagne est un fait que chacun reconnaît, mais dont on se refuse souvent à tirer les conséquences naturelles.

Pareil raisonnement, je le reconnais, n'a guère de chance d'être admis actuellement dans les pays alliés. Bien que la plupart des hommes aspirent ardemment à la paix, ils repoussent les offres qui sont faites à cette heure pour diverses raisons qu'il vaut la peine de connaître, car elles sont loin d'être absolument sans valeur. En les rappelant, je pense surtout à la France qui, de tous les pays alliés, est celui qui, au point de vue des intérêts immédiats, a le moins d'intérêt à la continuation de la guerre et qui est cependant fort peu enclin à conclure la paix.

Il y a tout d'abord, chez presque tous, le sentiment profond que les puissances centrales, et l'Allemagne surtout, sont seules responsables des horreurs auxquelles nous assistons. La guerre étant un crime abominable, il serait immoral que le pays qui l'a déchaînée pût s'en tirer indemne. Il ne suffit pas que les auteurs ne réussissent pas dans leurs projets; il faut en outre qu'ils soient châtiés d'une façon exemplaire. En pareil cas, on rend

naturellement l'Allemagne entière responsable des crimes présumés de son gouvernement. L'idée de châtement joue un grand rôle dans l'échec des propositions de paix. Beaucoup d'honnêtes gens, absolument persuadés de la culpabilité de l'Allemagne, bien que n'ayant aucun goût pour la guerre, éprouveraient un véritable chagrin d'une paix qui ne consacrerait pas la punition des coupables. Leur sentiment de la justice est plus fort que l'amour de la paix. Le succès final de l'Allemagne équivaudrait, dans leur esprit, à une subvention de la morale.

Pour avoir raison de cette attitude, dont les motifs sont après tout respectables, il faudrait pouvoir montrer que l'Allemagne n'est pas seule responsable de la guerre, que par delà les causes immédiates il est indispensable de remonter aux causes lointaines pour avoir une vue plus juste des événements, qu'au-dessus des coupables individuels, il y a un autre coupable : le système, à la conservation duquel tous les peuples ont contribué. Mais cette démonstration implique l'existence d'une presse libre et d'une minorité énergique, décidée à ne rien taire de la vérité et travaillant parallèlement dans tous les pays à l'éducation des masses. Ces conditions font défaut : d'une part, la liberté de presse et de réunion est nulle en temps de guerre, d'autre part, les minorités ont peu de cohésion et, à quelques exceptions près, manquent d'énergie. L'erreur et le préjugé ont donc beau jeu.

En second lieu, il y a, savamment entretenue par la presse, l'opinion que si la guerre se termine par un compromis, elle recommencera dans quelques années, l'Allemagne, après avoir reconstitué ses forces, n'ayant rien de plus pressé que de poursuivre la réalisation de ses projets de domination mondiale. « Nous nous battons pour que nos descendants ne puissent plus jamais être victimes de pareilles atrocités », disent parfois les combattants. Or, comme on répète sur tous les tons que l'Allemagne est le foyer du militarisme et qu'elle continuera à troubler le monde tant que sa force militaire ne sera pas complètement brisée, ces braves gens ne doutent pas qu'ils trahiraient la cause de l'humanité en cédant aux suggestions des partisans de la paix immédiate.

La crainte qu'une nouvelle guerre européenne pourrait avoir lieu dans quelques années si l'on concluait la paix avant que l'Allemagne ne fût abattue paraît peu fondée, parce qu'une des conditions d'une paix transactionnelle devrait précisément être l'établissement d'une ligue internationale contre la guerre. Abstraction faite de ce point, il est probable que l'Allemagne, comme tous les autres pays, se trouvera après la guerre en présence de sérieuses difficultés intérieures et de graves questions sociales qui amèneront de vives luttes entre les partis et entre les classes. La lassitude et le dégoût de la guerre, les multiples problèmes posés par le passage de l'état militaire à l'état normal, le déchaînement de tous les appétits momentanément comprimés par la guerre, autant de raisons qui contribueront à mettre au second rang — pour toujours, espérons-le! — les préoccupations nationales. En outre, l'Allemagne ayant à l'Orient de larges possibilités d'expansion économique à longue échéance, on voit mal l'avantage qu'elle aurait de se lancer dans de nouvelles entreprises aléatoires. Ce ne sont pas ceux qui possèdent qui sont agressifs, ce sont ceux qui désirent posséder. Enfin, n'est-il pas contradictoire de reprocher à l'Allemagne sa conception de la guerre préventive, si l'on préconise d'autre part la lutte « jusqu'au bout » à seule fin de prévenir une nouvelle guerre? — Ces considérations ont leur poids, mais comme il n'est pas possible, pour les raisons déjà indiquées, de les développer librement dans les pays belligérants, c'est l'opinion contraire qui continue à prévaloir.

Un autre élément qui rend extrêmement difficile toute négociation basée sur l'idée de compromis,

c'est le manque général de confiance en la parole de l'Allemagne et de ses alliés. Je n'apprendrai rien à personne en disant que la violation de la neutralité belge et d'autres actes contraires au droit des gens sont à l'origine de cette universelle défiance. Les gouvernants allemands récoltent maintenant ce qu'ils ont semé. On ne pourrait que s'en réjouir si des centaines de milliers d'hommes ne devaient payer de leur vie l'absence de scrupules d'un petit nombre de dirigeants frappés d'aberration. Le chancelier a beau déclarer prendre en sérieuse considération les propositions tendant à l'établissement d'une Ligue internationale contre la guerre, les grands journaux allemands ont beau manifester un vif intérêt pour les questions qu'ils traitaient auparavant avec un hautain mépris, on ne croit point dans le camp ennemi à la sincérité de ce revirement. Après tout, ce sont les mêmes hommes qui ont approuvé l'invasion de la Belgique et ont prétendu la justifier après coup avec les arguments que l'on connaît, qui, aujourd'hui parlent de l'extension du droit international et du libre développement des peuples. Il y a lieu de se méfier de ces soi-disant pacifistes. Peut-être en est-il parmi eux quelques-uns dont les yeux se sont dessillés et qui, à la lumière des leçons de la guerre, comprennent maintenant la nécessité d'un ordre nouveau, mais il en est d'autres qui sont sûrement des imposteurs et des hypocrites.

Pour ramener tant soit peu la confiance au dehors, il faudrait en Allemagne un changement de système et un changement de personnes. D'une part, le pouvoir impérial doit subir une diminution, la caste militariste être abaissée, le peuple allemand devenir maître de ses destinées. D'autre part, ceux qui ont tenu les propos que l'on sait et qui ont contribué à épaissir l'atmosphère de défiance qui enveloppe l'Allemagne entière doivent s'en aller, car quoi qu'ils disent et, même si par hasard leur repentir était sincère, on n'a plus aucune confiance en eux. Une énergique action du peuple allemand sur son gouvernement serait le seul moyen de rendre la confiance de nouveau possible. Malheureusement, nous n'en sommes pas là. Il y a, au contraire, lieu de croire qu'après le refus des Alliés d'entrer en pourparlers, le gouvernement allemand pourra, plus encore que par le passé, compter sur l'appui du peuple allemand qui sera instinctivement porté à mettre entièrement au compte de l'Entente la continuation de la guerre. Le malentendu ira grandissant.

Enfin, — et je ne prétends pas avoir épuisé l'énumération des motifs qui, dans l'esprit des Alliés, s'opposent à la conclusion de la paix — n'oublions pas qu'il y a dans tout le débat une question d'amour-propre et de prestige. Si la guerre se terminait à l'heure actuelle, même à des conditions relativement avantageuses pour les Alliés, il n'en resterait pas moins que, militairement parlant, l'Allemagne pourrait se considérer comme victorieuse. Sans doute, elle n'a réduit à l'impuissance que trois faibles petites nations, et n'a pu imposer sa volonté à aucun des grands peuples de l'Entente, mais ces derniers, malgré leur supériorité numérique, n'ont pas davantage réussi à dominer l'adversaire. Il semble que dans les pays alliés, on considère comme une humiliation le fait de recouvrer les territoires envahis à la suite d'un traité au lieu d'en chasser l'ennemi à la pointe des baïonnettes. Comme les Alliés représentent une force virtuellement supérieure et que beaucoup de leurs succès sont dus moins à l'habileté de l'adversaire qu'à leurs propres fautes, ils conservent toujours l'espoir de pouvoir prendre une revanche qui leur accorde une satisfaction d'amour-propre. Cette éventualité semble d'ailleurs encore lointaine. Pour les combattants, la question d'amour-propre ne se pose probablement plus; tous les hommes, à quel camp qu'ils appartiennent, se sont battus avec courage et partout il y a eu de glorieux faits d'armes. Les soldats éprouvent le plus grand respect pour la bravoure et l'énergie de l'adversaire. Malheureu-

sement, ce ne sont pas les combattants qui gouvernent, mais ceux de l'arrière. Pour eux la question n'est pas réglée. De leurs confortables tranchées, ils décrètent que l'honneur national n'est pas encore satisfait. Conclure la paix à l'heure actuelle leur paraît d'autant plus humiliant que dès le premier jour, sans rien connaître des conditions de la guerre moderne, ils ont prédit la victoire complète. Gouvernants et journalistes sont maintenant esclaves de leurs propres formules.

La saine raison dit évidemment qu'il est absurde de transformer l'Europe en cimetière pour une question d'amour-propre et de vanité nationale. Mais les gouvernements se soucient beaucoup moins de l'Europe que de leur prestige; et, avec les préjugés qui les dominent encore, il en est de même des peuples. Peu de gens sont émus à l'idée que l'Europe court à sa ruine; beaucoup le sont, au contraire, à la pensée que la France pourrait ne pas reprendre l'Alsace-Lorraine. L'intérêt de la partie domine celui de l'ensemble.

\*\*\*

Des considérations qui précèdent on ne doit néanmoins point conclure à l'impossibilité d'une paix transactionnelle dans l'avenir. Malgré tout, il y a dans chacun des pays alliés une minorité qui est acquise au principe d'une paix immédiate sur la base d'un compromis. Cette minorité, qui fait entendre la voix de la raison et de l'humanité, grandira dans la mesure où la situation militaire demeurera indécise, ce qui risque fort d'être la réalité de demain. Les suggestions très sages du président Wilson, plus encore que la note des empires centraux, peuvent être le point de départ d'une agitation croissante en faveur de la paix. La raison seule sans doute demeurerait impuissante à transformer l'opinion, mais des forces occultes travaillent pour elle. La guerre devient chaque jour plus dure, plus obsédante, plus meurtrière, plus ruineuse. Dans les deux camps on prépare pour le printemps 1917 un gros effort en vue de forcer la résistance de l'adversaire. Les combats qui se dérouleront dépasseront en horreur ceux dont l'actuel premier ministre anglais parlait en ces termes : « Je viens de visiter les champs de bataille de France. Je m'y suis tenu comme aux portes de l'enfer. J'ai vu des milliers d'hommes monter dans les flammes. J'en ai vu sortant de la fournaise mutilés ou brûlés... ». Nous reverrons cela, et pis encore. S'il est permis de préjuger l'avenir d'après le passé le plus récent, cet immense effort, mené de part et d'autre avec la dernière énergie, n'amènera aucun résultat vraiment décisif. Des expériences répétées et fort dures sont souvent nécessaires pour détruire une idée fixe. Nous persistons à raisonner sur la guerre actuelle d'après les enseignements des guerres d'une autre époque, sans tenir compte des éléments nouveaux qui en modifient profondément le caractère et qui semblent avoir pour effet de rendre, sinon impossible, du moins extrêmement lointaine toute solution décisive par les armes. L'idée d'une paix transactionnelle ne prendra corps que lorsque les deux partis seront convaincus par les faits de leur impuissance à forcer la situation en leur faveur. A l'heure actuelle, un des groupes belligérants n'a pas encore acquis cette conviction. L'année nouvelle montrera jusqu'à quel point sa foi en la victoire reposait sur un fondement réel.

H. HODLER.

La suite des réponses à l'enquête sur la paix durable paraîtra dans notre prochain numéro.

Note de la rédaction.

Editeur responsable et imprimeur : Fr. Ruedi.